

ASSEMBLÉE NATIONALE

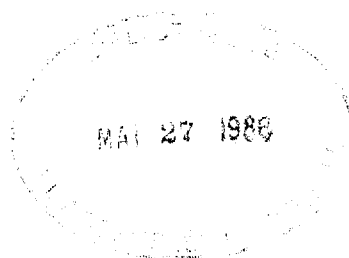
PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 58

Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants

Présentation



**Présenté par
M. Claude Ryan
Ministre de l'Éducation**

**Éditeur officiel du Québec
1986**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de régulariser la situation des enfants qui fréquentent illégalement l'école anglaise.

Il prévoit que les parents des enfants concernés doivent faire une demande d'admission à leur commission scolaire qui vérifie la conformité aux règlements et aux programmes d'études du contenu de l'enseignement en anglais reçu par ces enfants. Sur réception de certains documents de la commission scolaire, la personne désignée en vertu de l'article 75 de la Charte de la langue française statue sur l'admissibilité. L'enfant non admissible doit être inscrit à l'enseignement en français.

Il prévoit aussi des mesures visant à empêcher que des enfants reçoivent illégalement l'enseignement en anglais.

Il permet enfin de déclarer des enfants admissibles à recevoir l'enseignement en anglais pour des motifs graves d'ordre familial ou humanitaire.

Projet de loi 58

Loi sur l'admissibilité à l'enseignement en anglais de certains enfants

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'enfant qui, le 15 avril 1986, recevait l'enseignement en anglais au Québec dans une classe maternelle ou à l'école primaire ou secondaire sans y être admissible peut être admis à l'enseignement en anglais, aux conditions suivantes:

1° le contenu de l'enseignement qu'il a reçu est conforme aux règlements et aux programmes d'études édictés ou approuvés par le ministre de l'Éducation ou par le gouvernement;

2° ses parents ont fait, avant le 15 juillet 1986, une demande d'admission à une commission scolaire qui a compétence sur le territoire où ils résident.

2. Lorsqu'un enfant est à la charge d'un seul de ses parents, ou à la charge d'un tuteur, la demande prévue à l'article 1 est faite par le parent ou le tuteur.

3. Avant le 31 août 1986, la commission scolaire qui a reçu une demande visée à l'article 1 transmet à une personne désignée par le ministre de l'Éducation en vertu de l'article 75 de la Charte de la langue française les documents suivants:

1° l'original de la demande d'admission;

2° une attestation de la date de la réception de la demande;

3° un rapport sur la conformité aux règlements et aux programmes d'études du contenu de l'enseignement reçu.

4. La personne désignée doit, avant le 30 septembre 1986, vérifier l'admissibilité de l'enfant à l'enseignement en anglais, statuer à ce sujet et aviser par écrit les parents et la commission scolaire de sa décision.

5. La commission scolaire inscrit à l'enseignement en anglais l'enfant déclaré admissible et à l'enseignement en français celui dont l'admissibilité à l'enseignement en anglais a été refusée.

6. Nul n'a droit à quelque subvention ou autre avantage du fait qu'un enfant visé à l'article 1 a reçu l'enseignement en anglais avant l'année scolaire 1986-1987.

7. La Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11) est modifiée par l'insertion, après l'article 78, du suivant:

«**78.1** Nul ne peut permettre ou tolérer qu'un enfant reçoive l'enseignement en anglais, alors qu'il n'y est pas admissible. ».

8. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 85, du suivant:

«**85.1** Sur recommandation de la commission d'appel, le ministre de l'Éducation peut, pour des motifs graves d'ordre familial ou humanitaire, déclarer admissible à recevoir l'enseignement en anglais un enfant qu'une personne désignée conformément à l'article 75 et la commission d'appel n'ont pas déclaré admissible parce qu'il ne satisfait pas aux conditions prévues au présent chapitre.

Le ministre de l'Éducation indique dans le rapport prévu à l'article 4 de la Loi sur le ministère de l'Éducation (L.R.Q., chapitre M-15) le nombre d'enfants déclarés admissibles à recevoir l'enseignement en anglais en vertu du présent article et les motifs qu'il a retenus pour les déclarer admissibles. ».

9. L'article 182 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**182.** Sauf s'il s'agit d'une contravention à l'article 78.1, un commissaire-enquêteur qui, à la suite d'une enquête, a la conviction qu'il y a eu contravention à la présente loi ou aux règlements adoptés conformément à la présente loi, met en demeure le contrevenant présumé de se conformer dans un délai donné.

Lorsque le commissaire-enquêteur estime qu'il y a eu contravention à l'article 78.1 ou lorsqu'il estime qu'une contravention prévue au premier alinéa subsiste passé le délai donné, il transmet le dossier au procureur général pour que celui-ci en fasse l'étude et intente, s'il y a lieu, les poursuites pénales appropriées. ».

10. L'intitulé du titre V de la présente loi est remplacé par le suivant:

«INFRACTIONS, PEINES ET AUTRES SANCTIONS».

11. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 208, des suivants:

«**208.1** Est inhabile à occuper la charge de commissaire ou de syndic d'écoles la personne qui s'avoue ou est reconnue coupable d'avoir contrevenu à l'article 78.1.

L'inhabilité dure cinq ans à compter du jugement de culpabilité passé en force de chose jugée.

«**208.2** Lorsqu'un jugement de culpabilité passé en force de chose jugée a été rendu contre un employé d'un organisme scolaire qui s'est avoué ou a été reconnu coupable d'avoir contrevenu à l'article 78.1, le procureur général en avise par écrit cet organisme.

Sur réception de cet avis, l'organisme scolaire suspend sans traitement cet employé pour une période de six mois.».

12. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).